



## Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies  
2011

---

### Martine Charageat, *La délinquance matrimoniale. Couples en conflit et justice en Aragon (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*

Marie-Laure Surget

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/12383>

ISSN : 2273-0893

#### Éditeur

Classiques Garnier

#### Référence électronique

Marie-Laure Surget, « Martine Charageat, *La délinquance matrimoniale. Couples en conflit et justice en Aragon (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)* », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 2011, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/crm/12383>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

---

# Martine Charageat, *La délinquance matrimoniale. Couples en conflit et justice en Aragon (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*

Marie-Laure Surget

---

## RÉFÉRENCE

Martine Charageat, *La délinquance matrimoniale. Couples en conflit et justice en Aragon (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*, avant-propos de Claude Gauvard, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 350p.  
ISBN 978-2-85944-667-3

- 1 *La délinquance matrimoniale* est la version abrégée et revue d'une thèse de doctorat dirigée par Claude Gauvard et soutenue en décembre 2011 à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne. L'auteur, Martine Charageat (M. C.), y explore les relations entre une institution judiciaire ecclésiastique, l'officialité de Saragosse, et une réalité individuelle autant que sociale et culturelle, deux époux en conflit. M. C. s'appuie essentiellement sur les archives de l'officialité de Saragosse, secondairement sur les archives de deux autres juridictions, elles municipales, celles de Huesca et de Daroca : au total, les traces de 143 procès matrimoniaux ont été retrouvées et étudiées. Les sources ont guidé en partie le choix du début de la période d'étude : celle-ci commence au XV<sup>e</sup> siècle car il n'y a pas de comptes-rendus de procès matrimoniaux avant. La tenue du Concile de Trente, qui fait considérablement évoluer la législation sur le mariage, a, quant à elle, guidé le choix de la fin de la période, à savoir la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Entre ces deux dates, l'auteur repère de fortes inflexions dans les rituels, les comportements matrimoniaux, les pratiques judiciaires et les représentations de ce qu'est une femme ou un homme mariés, la plupart s'effectuant entre 1496 et 1506.
- 2 Son objet et ses sources placent cette étude à cheval sur des champs historiographiques traditionnellement distincts : l'histoire de la criminalité, l'histoire du mariage et l'histoire

des genres. Tout au long de son étude, M.C. pose des questions fort intéressantes à la jonction de ces trois champs, qui portent non pas seulement sur les femmes mais sur la différence hommes-femmes et la spécificité de la condition féminine, au cœur de la question des genres, dans leurs relations avec la justice ecclésiastique et différentes formes d'autorité et de pouvoirs (au sein du couple, de la société, du royaume d'Aragon). Ainsi par exemple, cette question centrale : partant du constat que la majorité des plaignants recourant à l'officialité de Saragosse sont des femmes, alors que par ailleurs ce tribunal rend peu de sentences, M. C. se demande si ces femmes sont effectivement prises au sérieux par ce tribunal quand elles se tournent vers lui, et si elles peuvent l'être compte tenu de leur condition inférieure dans la société : « Comment pourraient-elles [les femmes] passer d'une position théorique de soumission et de minorité juridique au rôle d'agent déclencheur d'un processus de résolution de conflit ? » (Introduction, p. 19).

- 3 L'étude s'organise en trois parties. Une première partie définit ce que « se marier au royaume d'Aragon » veut dire pendant la période considérée. Les rites nuptiaux, qui, ordinairement, se succèdent pour créer le mariage sont examinés, pour mesurer si les juges de l'officialité de Saragosse, qui s'appuient essentiellement sur le droit canon et les théologiens, et les justiciables, reflets de la société civile, les voient de la même façon et leur accordent la même importance. Sont ainsi passés en revue les paroles échangées (les « verbes de futur » et « de présent »), la messe nuptiale, la consommation du mariage, les gestes rituels (tels que le don de l'anneau, le fait de prendre la promesse par la main, le baiser) et la question du libre consentement des époux. Pour tous ces rites, l'auteur repère un net décalage entre la conception des juges de l'official et celle des justiciables, à l'exception des gestes du mariage qui font un relatif consensus.
- 4 On n'en prendra que deux exemples, tiré du premier chapitre. Juges et justiciables ne sont pas d'accord sur le moment où débute réellement le mariage, par conséquent sur le rite nuptial initial, pas plus que sur la nature profonde du long processus qui, par la succession de ces rites, crée le mariage. Ainsi les juges considèrent que le mariage se forme graduellement et n'est totalement achevé qu'en fin de processus, car ils se projettent mentalement dans l'avenir, anticipant les rites nuptiaux à venir, tandis que leurs justiciables, n'ayant pas cette faculté d'anticipation, considèrent que le mariage se constitue en une fois, d'un seul bloc, et qu'il est achevé dès les rites essentiels accomplis, les suivants ne venant que le parachever. Pour eux, les « verbes de futur » n'ont pas réellement de sens ; seuls les « verbes de présent » en ont et marquent le point de départ de l'union, même si la messe nuptiale et la consommation charnelle viendront ensuite la parfaire. Malgré une certaine confusion entretenue par le vocabulaire qu'ils emploient, ils ne mettront en pratique et s'approprièrent les « verbes de futur » que tardivement (premiers textes en 1472), ce qui rapproche l'Aragon de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie, et confirme les études de Maria del Carmen García Herrero à partir des archives notariales. Inversement l'Aragon s'éloigne sur ce point de la France et de la Flandre.
- 5 De même, juges et justiciables ne donnent pas la même fonction à la messe nuptiale. Pour les premiers, cette liturgie est autant une démonstration de l'autorité du clergé, de sa capacité à contrôler les laïcs et le principal instrument du « mariage-sacrement », qui, selon eux, est la véritable nature du mariage. Pour les seconds, elle solennise l'union, donne aux époux une étiquette sociale de gens mariés, ainsi qu'en témoigne le fait qu'après cette messe, et après cette messe uniquement, ils se font appeler non plus *sposso* et *sponsum* ou *spossa* et *sponsa*, mais *maridor* et *muller* ou *vir* et *uxor*, comme des gens réellement mariés. Elle vient donc renforcer le « mariage-contrat », qui est, selon eux, la

véritable nature du mariage. À noter que ce sont les femmes qui, faisant de cette messe nuptiale un « instrument de protection de leurs intérêts et de leur honneur » (p. 47), furent les meilleures alliées de l'Église qui voulait diffuser cette pratique. En effet, dans les procès, ce sont la plupart du temps des femmes qui invoquent cette messe pour prouver qu'elles sont mariées, en cas d'abandon ou de rupture des *verba* échangées.

- 6 Une seconde partie s'attache à définir et à délimiter la criminalité matrimoniale, c'est-à-dire différents cas de transgression du processus de création du lien matrimonial. L'auteur décrit tout d'abord la transgression « par le verbe », à savoir quand les paroles qui créent le mariage sont absentes (dans les cas de concubinage) ou bien quand elles sont bien présentes mais prononcées sous la contrainte (dans les cas de rapt d'hommes libres) ou encore douteuses (dans les cas de « jactance matrimoniale » (p. 147), qui consiste à faire courir le bruit de l'état matrimonial d'un individu pour en tirer bénéfice, généralement capter un héritage). M. C. aborde ensuite la transgression « par le corps », c'est-à-dire lorsque les individus ont des relations sexuelles en dehors du mariage, soit par l'adultère, soit par le concubinage. L'analyse du vocabulaire l'amène à deux conclusions majeures, concernant le rapport des justiciables aux autorités judiciaires, selon qu'ils sont des hommes ou des femmes. D'une part, elle relève une certaine légèreté de la part des justiciables, une relative facilité avec laquelle ils relatent les différents aspects des transgressions, qu'elles portent sur le verbe ou le corps. Cette attitude révèle, selon elle, le sentiment d'une relative « impunité spirituelle » (p. 157), la faiblesse de la crainte de l'Enfer, qui, à force d'être évoqué et présenté, a fini par paraître « moins épouvantable » (p. 158). Elle révèle aussi, au bout du compte, une perception du mariage moins « sacramentel » que « sacré », dans une « relation ordinaire à Dieu » (p. 159). D'autre part, l'auteur rappelle que si l'adultère est bien un crime féminin du point de vue pénal, car seule la femme est susceptible d'être bannie pour adultère, dans le souci de maintenir l'ordre public et de prévenir les troubles issus des couples adultères et concubins, les autorités ecclésiastiques ont tendance à niveler cette différence et à inciter les hommes à faire appel aux tribunaux pour ne pas en venir à une vengeance privée. Les juges ont cependant tendance à qualifier de concubinage le comportement adultérin des hommes, et à juger ceux-ci selon cette qualification. L'historienne nuance donc la notion traditionnellement admise d'impunité masculine en cas d'adultère, car les hommes adultères, s'ils ne sont pas désignés ainsi, n'en sont pas moins condamnés moralement et jugés pour concubinage.
- 7 Une troisième et dernière partie décrit « les enjeux d'une nouvelle discipline matrimoniale ». Elle montre comment, à travers les procès qu'il instruit et les sentences qu'il rend, le tribunal de l'officialité concourt à installer dans le royaume d'Aragon, au tournant du XVI<sup>e</sup> siècle, un nouvel ordre politico-religieux associé à une nouvelle identité espagnole. Celle-ci est fondée à la fois sur une religion désormais unique, le catholicisme, sur l'exclusion des minorités jusque-là tolérées (celles des musulmans et des juifs), sur l'idéologie du Sang et l'intériorisation par les individus des dogmes et préceptes catholiques. Ainsi, par exemple, l'étude de la violence conjugale et du sort réservés aux « convers » juifs ou musulmans récemment convertis, par opposition aux chrétiens « de souche », qui le sont par filiation et un long héritage familial, permet de montrer que de plus en plus le « bon mari » et la « bonne épouse » doivent être de bons chrétiens. La violence de certains maris à l'encontre de leurs femmes est ordinairement dénoncée dès qu'elle dépasse les bornes ordinairement admises, celles qui autorisent un mari à corriger sa femme pour se faire obéir : cette violence est désormais dénoncée, non plus seulement

parce qu'elle trouble l'ordre social, mais parce qu'elle révèle la nature profonde du mari, une nature foncièrement contraire aux vertus et à la morale chrétiennes. La criminalisation du mari se fait désormais sur la base d'un référentiel moral chrétien ; le mari étant appelé *malcasero* (p. 206), à savoir autant mauvais mari que mauvais chrétien. Dans cette perspective, la femme dispose d'une certaine liberté, d'une certaine marge de manœuvre, celle qui consiste à venir dénoncer auprès des tribunaux les sévices de son époux : la dénonciation faite, ce sont son procureur (son défenseur) et les juges qui prennent le relais de la femme pour instruire l'affaire et énoncer une sentence conforme à la morale chrétienne. La liberté féminine consiste donc à venir chercher une aide non pour rétablir ses droits, mais pour rétablir un ordre juste, ordre à la fois social et moral, dans la perspective d'une économie du salut nettement intériorisé. Désormais, « la nature de bon chrétien est au cœur de la procédure matrimoniale » (p. 287). L'exemple longuement développé de la famille des Trasobares, « spécialistes du mariage clandestin » (p. 289), sortes de « délinquants du mariage » (p. 294) montre que les justiciables ont parfaitement assimilé cette équation, mais n'hésitent pas à transgresser l'ordre familial et le sacrement du mariage, preuve d'une certain détachement vis-à-vis des normes défendues par l'Église.

- 8 Tout au long de l'étude, l'analyse fine du vocabulaire, aussi bien latin qu'espagnol, associée à un souci constant de prendre en compte le « para-texte » (à savoir la façon dont les divers récits objectifs des faits ont pu être déformés par leur passage par cette institution judiciaire et ecclésiastique qu'est l'officialité de Saragosse) sont, sans nul doute, parmi les grandes qualités de cette enquête. On n'en regrettera pas moins l'inégalité du style : à côté de certaines belles formules, concises et percutantes, des circonvolutions qui compliquent inutilement le propos.
- 9 La méthode de la « micro-histoire », qui consiste à décortiquer dans le détail une multitude de cas individuels, a l'avantage de nous emmener au cœur des procédures judiciaires où s'affrontent des individus - les époux et leurs familles respectives -, d'approcher au plus près les relations inter-individuelles, l'intimité voire les sentiments de nombre de ces individus. Elle a cependant le défaut de négliger ou de ne distiller qu'au compte-goutte, au fur et à mesure de l'étude, des éléments de contexte qui auraient été utiles à la compréhension des enjeux s'ils avaient été présentés au début de l'étude. On aurait aimé savoir, dès le début, quel est ce royaume d'Aragon dans lequel se déroulent ces procès ; quelle place y tient l'Église ; à quoi sert et comment fonctionne le tribunal de l'officialité ; qui en sont les juges ; ou encore qui sont ces familles qui se tournent vers le tribunal de l'officialité ; quels sont les rapports de fortune et de condition entre elles, etc. ? Ces réserves étant faites, l'impression d'ensemble qui demeure en fin de lecture est celle d'une belle étude, d'une grande finesse d'analyse et au contenu fort riche.